

CIBLE

Violences

On continue d'expulser des étrangers en situation irrégulière et des demandeurs d'asile, avec plus ou moins de publicité.

Ces opérations ne se font pas sans coups ni blessures – et il y a des accidents mortels. Quelques associations restent mobilisées (parfois autour de slogans irresponsables) mais la gauche se tait puisqu'elle faisait, en moins efficace, la même politique.

D'une manière générale, on sent bien que le cœur n'y est plus. Le ministre de l'Intérieur a les mains libres et cherche à amasser à peu de frais du capital électoral. On aurait tort de laisser Nicolas Sarkozy et ses amis renforcer à leur guise le système de contrôle et de répression.

Aujourd'hui ce sont des étrangers, des immigrés et de jeunes délinquants qui sont visés. Mais l'appareil policier peut tout aussi durement réprimer les grèves et les mouvements sociaux – certains travailleurs licenciés en font actuellement la douloureuse expérience.

Brutale dans sa répression de groupes marginaux, la classe dirigeante sera impitoyable si elle se sent menacée dans ses intérêts, profits et privilèges.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Un nouveau souffle

Pays arabes

L'avenir des monarchies

p. 6-7

Le Monde

La NAR est du complot

p. 2

Complot contre la colombanie

Maitres du *Monde*, salut !
Salut à toi, ô Colombani, girondin émérite, capitaine des vents de l'Histoire, divin plumitif, pure petite âme de colombe salie par la bave du Grand Crapaud ;

Salut à toi, ô Minc, surnommé longues dents, mange-feuille de chou (ou Mangechou), sultan des copistes, pompier des phynances, arrangeur de coups, correspondant de la Société Spinoza de Schtroumpfland ;

Salut à toi, ô Plenel, bey des Investigateurs, prince des inquisiteurs moustachus, ayatollah des vertus, coryphée des sciences journalistiques.

A tous, salut et confraternité ! Voici ma confession, au nom de mes camarades royalistes.

Oui ! nous avons fréquenté Pierre Péan et Philippe Cohen. Oui ! nous avons fomenté avec eux un complot satanique – immonde subversion du *Monde* de l'esprit pour faire advenir un monde sans *Monde*. Voici les preuves, ac-

cablantes : Pierre Péan, le grand Satan, est venu plusieurs fois dans nos locaux, de nuit, le mercredi soir. Il y a dîné de bon appétit. Philippe Cohen a fait de même, une seule fois, mais nous avons fréquenté ce petit Satan tout au long de la campagne pour Jean-Pierre Chevènement.

Une nuit, les odieux duettistes ont invité les dirigeants de la NAR à participer au complot. Il leur ont exposé les étapes de la manœuvre infâme que vous avez expliquée le 6 mars à la télévision :

Phase 1 : sortir un gros livre très méchant pour éliminer votre éminent trio. Il est vrai que les deux auteurs ont relu les collections de *l'Action française* et de *Gringoire*. Mais vous n'avez pas dit que Claude Durand est le patron de la maison Fayard, qui a édité avant la guerre *Je Suis Partout* et qui possède Les Mille et une nuits – nom de code d'un site de terroristes bordures liés à Ben Laden.

Phase 2 : pousser le *Monde* au dépôt de bilan – manœuvre que vous avez dénoncée et qui montre l'immense pouvoir du duo Péan-Cohen, de la NAR

et des réseaux gaullo-mitterrandistes.

Phase 3 : provoquer, par la chute du *Monde*, l'effondrement de toute la presse libre, c'est-à-dire de tous les journaux liés à Vos Éminences par des accords financiers ou commerciaux.

Phase 4 : anéantir de ce fait la démocratie, et en profiter pour nommer Chevènement et Pasqua proconsuls en Corse.

Phase 5 : provoquer l'effondrement de l'Occident et proclamer Vladimir Poutine empereur de l'Europe russifiée.

Quelques détails : C'est le réseau royaliste qui a assuré la vente des 100 000 premiers exemplaires du brûlot (1). Pierre Péan, ancien communiste, anime le réseau Joseph Djougachvili, chargé des éliminations politiques. Philippe Cohen dirige le centre Gotterdammerung, spécialisé dans la désinformation : c'est lui qui répand la rumeur, trop brièvement évoquée par vos Éminences, du « complot judéo-corse » contre la France. Telle est la nouvelle forme prise par cette « alliance Rouge-Brun » que Vos Éminences dénonçaient

naguère. Oui ! Philippe Cohen est antisémite, raciste, et xénophobe : telle est l'énorme vérité que nous tenons de la bouche du cheval, en l'occurrence le petit-fils de l'oncle du père de la gardienne de l'ambassade syldave.

Et maintenant le pompon : Bernard-Henri Lévy fait partie du complot, alors que vous le considérez comme ami ! La preuve est dans les premières lignes de son article du *Point* (1/3/03), censé vous défendre : « Il y a, dans le livre de Péan et Cohen, un parfum de chasse à l'homme qui n'est pas supportable. Il y a cette façon, insupportable aussi, nauséabonde, de s'en prendre, pour mieux détruire un journal, à la vie privée des hommes qui le dirigent ».

Si BHL écrit cela, c'est pour que les lecteurs du *Monde* se souviennent de la « chasse à la femme » qui visait Édith Cresson, de la façon « nauséabonde » dont la vie privée de Roland Dumas a été jetée sur la place publique, de la campagne de haine menée contre Régis Debray lors de l'agression contre la Yougoslavie. Le procédé de BHL est d'autant plus pervers que, comme le disent Vos Éminences, vous avez seulement cherché à éclairer l'opinion sur ces trois personnes dans la pure intention d'enrichir le débat démocratique. C'est pourquoi nous nous rallions à vous, ô Céleste Triade.

Paul TRON

(1) Pierre Péan, Philippe Cohen - « La face cachée du *Monde* » - Mille et une nuits - Nouvelle preuve de notre appartenance au complot : les lecteurs de *Royaliste* bénéficient d'un prix de faveur de 22 € pour obtenir ce livre...

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Complot contre la colombanie - p.3 : Mer au fil de l'eau - Femmes - p.4 : Bové - Le mensonge, l'imposture et le symbole - p.5 : Une nouvelle politique étrangère - p.6/7 : Le pouvoir de concilier - p.8 : Penser avec François Perroux - La guerre, et puis après ? - p.9 : Science du beau temps - p.10 : Les deux faces d'une même histoire - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Un nouveau souffle.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Mer au fil de l'eau

Aux molleses consensuelles de Jean-Pierre Raffarin, faut-il préférer le dur réalisme de Francis Mer ? Le choix n'a aucun sens puisque tous deux ont choisi, face à l'aggravation de la crise, de laisser faire.

Bien entendu, nous n'allons pas nous acharner sur Jean-Pierre Raffarin, sympathique bonhomme effarant de nullité dont il est inutile de souhaiter le départ. Privé de tous les moyens qui permettent au gouvernement de conduire la politique économique de la nation (la politique monétaire, la politique budgétaire active, les entreprises nationales...) il en est réduit à occuper le ministère de la parole. Une parole rassurante, compatissante, qui se perd peu à peu dans le fracas des mauvaises nouvelles.

Comme les syndicats de fonctionnaires sont à l'offensive, comme les licenciements dans le privé provoquent des réactions de plus en plus violentes, il n'est pas inutile de s'intéresser au cas de Francis Mer qui campe sur le théâtre des ombres ministérielles le personnage du dur à cuire. Mais le ministre n'est qu'un bouchon qui danse au gré des vagues.

Début mars, la communication gouvernementale consistait à rassurer, en annonçant que les baisses d'impôts promises auraient lieu. Puis on a entendu Francis Mer déclarer qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts. Ce qui signifie qu'il n'y aura pas de baisse et qu'on s'est moqué de l'électorat. Mais ces astuces sont tombées dans l'indifférence générale. On ne croit pas plus à ces tours de passe-

pas fiscal qu'aux prévisions de croissance de l'INSEE.

Même incrédulité quant aux déclarations sur la rigueur, qu'on appelle « discipline » un jour pour nier le lendemain tout rigorisme avant de confirmer le gel de crédits budgétaires. Ce gel est décidé pour respecter le Pacte de stabilité, mais on annonce que ce pacte ne sera pas respecté en 2003. Ce qui n'empêchera pas d'appeler le peuple aux sacrifices, si le déficit devient indécent aux yeux des garants de l'orthodoxie.

Face à la mauvaise conjoncture, Francis Mer ne peut rien. Il se contente de faire fonctionner une caisse enregistreuse : moins de croissance, c'est moins d'impôts qui rentrent, donc on fera moins de dépenses d'investissements – alors qu'elles permettraient de soutenir la croissance – et on ne remplacera pas les fonctionnaires qui partent à la retraite alors que les traitements et salaires de la fonction publiques assurent le soutien de la demande globale. Et quand le ministre des Finances a mesuré le trou dans les caisses, il n'a plus qu'à ouvrir son journal pour apprendre comment va le cours du monde.

Par exemple, Francis Mer a appris comme nous, le 6 mars, que la Banque centrale européenne avait baissé son taux d'intérêt directeur d'un quart

de point. Théoriquement, cette mesure relance l'activité car les industriels trouvent du crédit à moindre coût. Pratiquement, les effets sont insignifiants. Au lendemain de la décision tant attendue, *Les Échos* rappelaient que le président de la BCE avait déclaré voici un mois qu'une baisse des taux représenterait une goutte d'eau dans une mer d'incertitudes. On ne saurait mieux dire ! Ainsi, la goutte d'eau est inutile, le pacte de stabilité est stupide, le déficit budgétaire est interdit mais inéluctable. M. Mer peut continuer à lire son journal et s'interroger sur la hausse de l'euro.

Cette hausse était officiellement souhaitée. Elle a lieu. Maintenant, elle inquiète les milieux industriels qui ont du mal à exporter. Que faire ? Rien. Comme c'est la baisse du dollar qui fait monter l'euro, M. Mer n'y peut rien. Sans doute est-il embarrassé. Mais il n'y a rien à faire sinon ceci : laisser faire les industriels, donc les laisser licencier. Nous allons souffrir. Mais la vie n'est-elle pas une vallée de larmes, n'est-il pas vrai n'est-il pas ?

De même, notre ministre des Finances est sans aucun doute agacé par le comportement des patrons qui liquident froidement usines et personnels pour s'installer à l'étranger. Francis Mer déplore, mais comprend. N'a-t-il pas été un patron lui-même, attentif à ses stock-options ? Francis Mer, l'homme de la gouvernance compréhensive, regarde l'économie sombrer.

Annette DELRANCK

Femmes

Pour la journée internationale des femmes, le 8 mars, le gouvernement a fait des efforts remarquables. Accueil à Matignon du collectif « Ni putes, ni soumises », déjeuner chez Nicolas Sarkozy de femmes fonctionnaires, visite de la déléguée à l'égalité professionnelle aux infirmières de Bichat.

Communication impeccable, donc, avec, en prime, des propositions ciblées de l'UMP sur la vie familiale, les violences conjugales, la précarité. Message subliminal : la droite fait aussi bien que la gauche et s'occupe drôlement bien des femmes « d'en bas ».

Aussi bien dans la culture des bons sentiments, en effet. D'où le rappel qu'il faut adresser aux cœurs saisis de sollicitude. Le code du Travail (article L140-2, loi n° 83-635 du 13 juillet 1983) stipule que « *Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes* ».

Pourtant, dans le secteur privé et semi-public, le salaire net moyen des femmes travaillant à temps complet reste en gros inférieur de 20 % à celui des hommes. Qu'on respecte la loi votée il y a vingt ans, au lieu de bavarder. Et qu'on applique le principe d'égalité à l'ensemble des conditions de travail (nature des emplois et hiérarchie professionnelle).

Bien entendu, on ne le fera pas et on continuera de communiquer sur « Les Femmes ». Sans voir que, sur un écran de télévision, le visage en larmes d'une ouvrière licenciée détruit en quelques secondes le sympathique message des hautes classes de droite et de gauche.

Jacques BLANGY

Bové

Le dirigeant de la Confédération paysanne a été condamné en février à purger une peine de dix mois de prison pour la destruction de plants transgéniques.

Nous demandons la grâce de José Bové. Nous la demandons d'autant plus spontanément que nous n'avons pas participé à ses actions contre Mc Donald's et contre les OGM.

Nous ne contestons pas la décision des juges, dans leur application rigoureuse des lois. Mais nous estimons, comme tant d'autres, que l'application de cette sanction constituerait une injustice. Depuis dix ans, à l'appel d'organisations syndicales proches de la droite en général et de Jacques Chirac en particulier, des agriculteurs militants ont frappé et blessé des policiers, incendié des camions et brûlé des marchandises, saccagé des locaux, détruit du matériel ferroviaire...

La liste des délits commis est impressionnante. Le coût pour la collectivité est considérable. Ces actions violentes ont été menées devant les caméras et les photographes, les manifestants agissant à visage découvert. Ils n'ont pas été sanctionnés alors que leurs actes étaient beaucoup plus graves que ceux commis par José Bové et ses camarades. De hautes considérations politiques expliquent sans doute cette mansuétude immédiate. José Bové, lui, a affronté ses juges et a connu la prison. Nous demandons au président de la République qu'il soit gracié.

Yvan AUMONT

Le mensonge, l'imposture et le symbole

Une chose est d'être libéral, une autre de l'assumer. La réforme, en catimini, de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF), contribution qualifiée de « vexatoire et spoliatrice », en apporte une preuve tangible.

2 50 000 foyers français, nombre en hausse constante depuis 10 ans, donc, sont soumis à l'ISF, pour un rapport, en baisse depuis plusieurs années de 2,46 milliards d'euros, soit un peu plus d'un pour mille du budget du pays. Il en coûte aux personnes imposées jusqu'à 1,8 % de leur fortune, soit pour un avoir de 15 millions d'euros une contribution de 270 000 € par an. En outre, il faut préciser qu'un grand nombre de biens en sont exonérés, telles les œuvres d'art et maintenant certains éléments de l'outil de travail ou font l'objet d'une décote, comme le domicile principal. Notons enfin qu'il touche plus « hardiment » l'argent qui dort que celui qui circule. Sacha Guity disait drôlement que s'il fallait punir les chèques sans provisions, il était nécessaire de punir plus durement encore « les provisions sans chèques », et c'est en partie pour cela que fut créée cette contribution.

Pas de quoi crier au scandale et pourtant nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour le dénoncer. Le plus grave, sans doute, est qu'au sein même du parlement, des groupes de pression, animés par des députés et des sénateurs très proches des milieux d'affaires, mènent la lutte. Le gouvernement, animé par un courage digne d'éloges, a laissé les députés UMP se charger par voie d'amendements, acceptés d'avance, de faire le sale boulot. La loi Dutreil a servi

de réceptacle, permettant d'escamoter le débat. Les arguments donnés en faveur de cette opération ont de quoi surprendre, mais leur analyse n'est pas dénuée d'intérêt.

Argument numéro 1 : L'ISF pénaliserait les créateurs d'activité et partant l'emploi. Il convient de s'arrêter sur cette affirmation. Comme nous l'avons spécifié, l'argent qui circule est moins imposé que l'argent qui dort. Ce fait est avancé par des économistes qui notent que les investissements bien gérés permettent des rendements substantiels, allégeant de ce seul fait la contribution. L'impôt avait été créé pour lutter contre la concentration de richesses « stériles » aux mains de personnes se révélant fort incapables de le faire fructifier. L'argument ne vaut donc rien.

Argument numéro 2 : L'ISF serait devenu « l'Impôt de Sortie de France ». Voilà le coupable, si de « pauvres » riches français se dirigent en masse vers les frontières, c'est parce qu'on les menace de spoliation pure et simple, et bien évidemment ce sont les plus productifs en terme d'emplois qui s'en vont. Il y a deux siècles de cela, les émigrés prenaient la fuite de crainte, fondée, de perdre leur tête, nos modernes fuiraient de peur de perdre un ongle. Les tenants de cette explication sont d'ailleurs bien en peine de fournir quelques données que ce soit à l'appui de leur thèse, et pour cause ! Les expatriés étaient en 1999 au nombre effarant de... 29 000,

pas pour cette seule année, précisons-le, mais au total. Pour la plupart d'entre eux, l'ISF n'entre même pas dans les raisons de leurs choix, et ceux que l'on pourrait trouver fuyant l'impôt, ne sont en écrasante majorité que des gens plutôt âgés et guère entreprenants. Alors fable, comme la prétendue non attractivité de notre pays alors qu'il conforte son rang de cinquième place d'investissement dans le monde.

Et pourtant, l'allègement de l'impôt a eu lieu, scandaleux pour trois raisons :

- la situation des finances publiques ne justifie en rien que l'on se prive de ressources alors que les déficits se creusent. Baisser les impôts sans autre forme de procès relève d'une politique imbécile. C'est un peu comme si l'on vous proposait de réduire de 20 % votre salaire en remplaçant le manque par un emprunt à votre charge ;

- le refus de cet impôt, symbolique sous tous ses aspects, montre la progression du refus de certains de contribuer aux charges de la Nation et souvent ceux-là mêmes qui profitent sans vergogne de la manne financière de l'État. C'est là l'aspect idéologique majeur. Les ultra-libéraux soutenant en effet que ne seraient légitimes que les contributions indirectes, assises sur l'activité économique, système favorisant l'accumulation de richesses pour partie stériles ;

- enfin, alors que le chômage reprend sa course folle, accoucher d'un plan social pour riches démontre le mépris et l'abandon des plus fragiles au profit d'une caste qui n'a rien à craindre du lendemain.

Pitoyable politique...

Pascal BEAUCHER

Une nouvelle politique étrangère

A partir de la résistance à l'entrée en guerre contre l'Iraq, mais au-delà de celle-ci, on voit se mettre en place les éléments de ce qui pourrait constituer une nouvelle politique étrangère pour la France.

L'action diplomatique a pris ces dernières semaines un cours nouveau. On sent que le mouvement dépasse la simple crise iraquienne, qu'il va plus loin, qu'il remet à plat toute une série de présupposés entretenus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La chute du communisme a mis un terme au monde des blocs. On se contentait de défaire. Maintenant, il s'agit de reprendre le grand mouvement de 1945, de la construction d'un monde.

Comme en Allemagne en 1848, derrière les mouvements populaires, veille un Bismarck, un diplomate de talent qui construit. On voudrait croire que se forme ainsi dans le secret des cabinets une pensée de politique étrangère qui va révolutionner le monde organisé. Cette pensée n'est pas, comme on l'a reproché au « védrinisme », une posture critique extérieure, même habillée de solidarité. Elle ne peut s'affirmer comme une pensée alternative que si elle est positive. Elle construit de nouvelles solidarités qui vont périmiser les anciennes et les remplacer. Il ne s'agit pas de coalitions à opposer, mais d'un nouveau souffle.

Si la rhétorique paraît trop « villepinienne », décryptons-la autrement. Les premiers pas de la nouvelle diplomatie se portaient tous azimuts. Les événements se sont chargés d'ordonner des priorités. Ils ont presque décidé pour nous : le retournement allemand, puis plus récemment le revirement russe.

Alors que l'on nous démontrait toutes les raisons d'une convergence russo-américaine, Poutine a fait un demi-tour complet, au grand dam de la conseillère du président Bush, Condoleezza Rice, spécialiste du monde soviétique. Isolée la France ? Elle n'a jamais eu autant d'alliés. Alliés de circonstance unis sur un simple refus ? Voire. Les revirements ne s'expliquent, au contraire, que par une réflexion approfondie, longuement mûrie. C'était le rapprochement Bush-Poutine qui avait tous les caractères de la rencontre occasionnelle. Poutine, Schröder et Chirac ne sont pas particulièrement chaleureux les uns avec les autres. Il s'agit bien de raisons d'État, les plus solides.

La France n'a pas choisi de s'aligner ni sur le « pacifisme » allemand ni sur le « revanchisme » russe. Berlin et Moscou se sont joints à Paris sur une vision, celle d'une Europe unie « de l'Atlantique à l'Oural », mais aussi celle d'un monde où chacun soit reconnu. Les discours du président Chirac sur la « diversité culturelle », sur le « développement durable », et plus récemment sur le droit pénal international, ne sont pas des artifices de style. On devrait le comprendre lors de la réunion du G 8 prévue à Évian début juin. L'idée avait déjà été lancée en 1989 d'un de ces sommets des pays les plus industrialisés couplé à la promotion des grands pays du reste du monde. L'idée a été affinée à la faveur des sommets séparés de la mondialisation et de l'anti-mondialisation : Évian doit montrer que l'on peut transcender à la fois Davos et Porto Alegre. La France ne se satisfait pas de cette nouvelle coupure du monde qu'elle ne saurait accepter plus que l'autre. Comment accepterait-elle la marginalisation de l'Afrique, comme celle du monde arabo-musulman ? La volonté affichée de l'Amérique est, certes, de faire réintégrer la mondialisation à ces ensembles. Mais l'hégémonie américaine, même bénigne, n'est pas ce qui convient au Moyen-Orient ni à l'Afrique.

Le mouvement est devenu trop important pour ne pas survivre à une simple « crise », a fortiori à une guerre. L'ordre international dans son ensemble est en cause. Le président Bush et les néo-conservateurs ont raison d'avouer que leur objectif est le remodelage du Moyen-Orient, comme ils voulaient aussi remodeler la carte de l'Afrique. En termes de vision, ils sont cependant dépassés. La nouvelle politique étrangère qui se crée en dehors d'eux vise, elle, le remodelage des relations internationales dans leur ensemble. Le reste en découle : le sommet France-Afrique, la visite d'État en Algérie n'auront jamais été aussi réussis que parce qu'ils s'insèrent dans une vision globale et ne se limitent pas à des alliances éphémères et des combinaisons d'intérêts conjoncturels. Il y a de fortes chances pour qu'en définitive, les États-Unis soient contraints de s'aligner.

Yves LA MARCK

NB : On consultera avec profit la dernière livraison de la revue « Politique étrangère » hiver 2002-2003, « Quelle politique étrangère pour la France ? », IFR.

BRÈVES

♦ **MAROC** – S'exprimant à Bruxelles, au Parlement européen dans le cadre de la Conférence internationale sur le renforcement du rôle de la femme, la princesse Lalla Meryem a déclaré que « Le roi Mohammed VI place la promotion des droits de la femme au Maroc au cœur de son projet démocratique moderniste ». Elle a également souligné tout ce qui avait déjà été accompli en ce domaine : « la représentation féminine au sein de la chambre des représentants », « la généralisation de l'enseignement pour les filles (...) pour leur permettre d'accéder à des postes de responsabilité, en parfaite égalité avec l'homme », « l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ». Elle a conclu en affirmant « qu'il ne peut y avoir de progrès et de démocratie sans la reconnaissance du droit des femmes à l'égalité et à leur participation, à part entière, aux processus qui conduisent à la prise de décisions ». Cette énergique prise de position venant de la part de la sœur du roi, n'est pas passée inaperçue au Maroc où le projet de réforme du Code de Statut personnel (Code de la famille) est en chantier et se heurte à l'hostilité de la partie la plus conservatrice de la population marocaine.

♦ **CAMBODGE** – S'estimant injustement accusé de sortir de son rôle constitutionnel et de vouloir diriger le pays, le roi Norodom Sihamoni a déclaré « je suis prêt à abdiquer sans délai, dès que j'aurais l'autorisation d'une majorité des membres de l'Assemblée nationale ». Cette décision survient alors que le pays, à la veille d'élections générales en juillet prochain, est la proie de tensions suscitées notamment par les émeutes anti-thaïlandaises de janvier dernier et par le meurtre d'un important responsable politique royaliste.

♦ **SUÈDE** – La princesse héritière Victoria, fille aînée du roi Carl XVI Gustav et de la reine Silvia, âgée de vingt-cinq ans, vient de commencer un stage dans l'armée pour s'initier au maniement des armes et aux soins médicaux d'urgence. A l'issue de ce stage elle recevra un certificat d'aptitude pour servir dans les forces suédoises à l'étranger. En août dernier la princesse Victoria avait rendu visite, au Kosovo, aux troupes suédoises engagées dans la force multinationale.

♦ **IRAQ** – La réunion de l'opposition iraquienne qui a eu lieu à Salaheddine, dans la région kurde au nord de l'Iraq, s'est tenue sans les représentants du Mouvement pour la monarchie constitutionnelle (MMC) qui ont refusé d'y prendre part, estimant que les projets américains pour l'avenir du pays étaient inacceptables et que leur participation reviendrait à les cautionner.

Le pou de conc

Le nationalisme arabe avait créé un vaste cimetière de monarchies et les rois du Maroc et de Jordanie étaient présentés comme des survivants en sursis. Pourtant ils ont créé des institutions solides et ce type de régime suscite à nouveau l'intérêt dans le monde arabe. Pourquoi ce regain ? Dans quelle mesure la monarchie peut-elle maintenir l'unité de pays en proie à de violentes tensions ? Professeur à l'Institut d'Études politiques de Paris, spécialiste du monde arabe, Rémy Leveau a dirigé une importante recherche sur les monarchies arabes. Nous sommes heureux de l'accueillir ici.

■ **Royaliste :** Nous avons longtemps cru que le « modèle » monarchique européen était spécifique. Aussi avons-nous pendant longtemps laissé en dehors du champ de notre réflexion toutes les autres monarchies, notamment les monarchies arabes - à l'exception de brefs coup d'œil sur le Maroc depuis l'avènement de Mohamed VI. Vous nous incitez à réviser notre point de vue !

Rémy Leveau : Les monarchies arabes ne sont pas vraiment différentes des autres monarchies. Dans la plupart des cas, les monarchies arabes ont été construites par les colonisateurs. Lyautey fut un monarque, auquel le Maroc doit sa transformation. Au Moyen-Orient, ce sont les Anglais qui ont créé les monarchies après la destruction de l'empire ottoman - ce qui leur permettait de gouverner sans trop s'engager. Au même moment, les Français transféraient en Syrie et au Liban la Constitution de la III^e République...

Ces monarchies, adaptées à l'histoire et à la culture locales, sont des régimes modernes qui ont eu à affronter les problèmes que nous avons connu en Europe au XIX^e siècle : passage du rural à l'urbain, éducation de masse, rivalités entre les États nationaux qui, au Moyen Orient, s'est traduite par la polarisation sur l'État d'Israël. Ce conflit, vous le savez, a entraîné la chute de nombreu-

ses monarchies : celle d'Égypte en 1952, d'Iraq en 1958, de Libye en 1969. Les nationalistes arabes accusaient ces monarchies d'être trop proches des pays occidentaux et de s'engager de manière insuffisante dans le camp des ennemis d'Israël. Et les Américains, dans les années cinquante, jugent que les monarchies arabes sont condamnées et que l'avenir appartient aux dictatures nationalistes militaires.

■ **Royaliste :** Pourquoi la monarchie marocaine ne succombe-t-elle pas ?

Rémy Leveau : Parce qu'elle a résisté au Protectorat. Mohammed V, qui avait été choisi pour sa docilité supposée, s'est affirmé peu à peu comme un monarque nationaliste, composant dans un premier temps avec le Résident général Noguès, puis soutenant l'effort de guerre des Français. Après la Libération, il a demandé le retour aux principes du protectorat tels qu'ils avaient été arrêtés en 1912 et qui affirmaient la nécessité d'associer les Marocains à l'exercice du pouvoir - comme le souhaitait Lyautey.

La IV^e République n'a pas tenu compte de ces demandes. Mohammed V s'est dissocié du protectorat français et a pris une dimension nationaliste. S'il n'avait pas agi de cette manière, il aurait certainement connu le destin de la monarchie beylicale qui

a disparu après avoir coexisté pendant deux ans avec Habib Bourguiba.

■ **Royaliste :** A partir de quels matériaux avez-vous travaillé ?

Rémy Leveau : Quand nous avons commencé notre travail, toute la littérature scientifique sur le monde arabe tenait encore le nationalisme arabe comme le courant primordial. Le modèle, c'était l'Égypte de Nasser, puis de Sadate et de Moubarak ; le nationalisme

avaient des revenus d'une telle ampleur qu'elles pouvaient assurer une redistribution de la rente qui les dispensait de partager le pouvoir. Quant à la Jordanie, on la présentait comme un État artificiel destiné à disparaître.

Ces analyses ne tenaient pas compte d'un certain nombre de points majeurs. Ainsi, la première expérience démocratique au Maroc, en 1962-1963, est l'équivalent de l'introduction en France du suffrage universel en 1848. Au Maroc,



■ *Au Maroc, Mohammed V a résisté au Protectorat et est devenu une figure mythique pour les Marocains.*

palestinien représentait la solution d'avenir. Toutes les monarchies ayant été balayées au Maghreb et au Machrek, la monarchie marocaine était considérée comme une anomalie. Quant aux monarchies de la péninsule arabique, on expliquait leur existence par la rente pétrolière (« pétromonarchies ») et par le soutien anglo-saxon. Ces monarchies

le vote paysan est favorable à la monarchie contre la classe moyenne urbaine, qui est nationaliste. Le roi Hassan II obtient en effet 80 % de suffrages positifs (sans traficotages !) lors du référendum sur la nouvelle constitution du pays. Aux élections d'avril 1963, le roi refusa l'organisation d'un parti monarchiste (tout comme l'armée, qui vou-

ABES

voir ilier

lait bien soutenir la monarchie, mais pas le parti qui la soutiendrait) et le parti favorable au roi n'a obtenu qu'une faible majorité. Par la suite, il fallut donc « adapter » les élections pour que se constitue une large majorité.

Quant aux monarchies pétrolières, elles étaient quasiment administrées par les Anglais. Notez qu'ils n'ont pas été chassés. C'est une décision du gouvernement britannique, en 1970, d'effacer toute présence de souveraineté britannique à l'est de Suez. D'où un sentiment d'abandon dans les pays du Golfe. Cependant, les Anglais ont laissé des gens sur place, arrangé à leur manière les successions dynastiques afin de favoriser l'avènement de jeunes rois modernes - comme le sultan d'Oman qui sortait de Sandhurst. En fait, au cours des années soixante-dix, il y a eu dans le Golfe un glissement progressif d'influence au profit des Américains, sans que ceux-ci soient demandeurs car ils s'intéressaient beaucoup plus à la péninsule arabe en raison de ses ressources pétrolières.

■ Royaliste : Et la Jordanie ?

Rémy Leveau : L'avenir de cette monarchie paraissait effectivement compromis. Le roi Abdallah est assassiné, son petit-fils Hussein est visé par plusieurs complots militaires, et manque à plusieurs reprises d'être lui aussi assassiné - sa dernière grande épreuve étant l'affrontement avec les Pales-

tiniens installés dans le royaume au cours du fameux *Septembre noir*. Le roi l'a emporté grâce à la fidélité des unités de Bédouins mais aussi grâce à un certain nombre de Palestiniens qui pensaient que la solution monarchique avait plus de sens qu'un pouvoir nationaliste installé à Amman.

■ Royaliste : Comment analysez-vous l'évolution de la situation au Maroc ?

Rémy Leveau : Mohammed V fut un roi très temporisateur, face au Protectorat et aux nationalistes, et l'a effectivement emporté. Hassan II, qui lui succède en 1961, a construit son pouvoir sur le suffrage universel dans un premier temps, puis sur la rivalité de type nationaliste entre le Maroc et l'Algérie. La monarchie s'appuie sur le courant nationaliste tout en affrontant le groupe des officiers qui complotait à la manière des Égyptiens, des Syriens et des Iraquiens mais qui ne parvient pas à renverser le roi. La monarchie survit et se transforme en régime autoritaire - mais la dictature militaire est évitée au pays. L'armée garde quant à elle son influence et son prestige puisqu'elle garde les frontières face au Polisario.

■ Royaliste : On peut dire que les rois de Jordanie et du Maroc ont eu beaucoup de chance...

Rémy Leveau : C'est vrai, mais dans les deux cas nous observons un savoir-faire monarchique qui s'appuie sur une

capacité à faire des arbitrages externes et internes entre les différentes forces politiques et sociales. Il ne faut pas oublier que ces pays connaissent de très profondes transformations sociales. Ainsi, le Maroc est passé de 10 millions d'habitants à la fin du Protectorat à 30 millions aujourd'hui et la population urbaine, qui représentait 20 % du total à la fin des années soixante, dépasse aujourd'hui les 50 %. De même, 70 % des Jordaniens vivent désormais en ville. Dans ces deux pays, il y a éducation de la classe moyenne, les universités créent beaucoup de diplômés qui ne trouvent pas nécessairement des emplois - loin s'en faut.

■ Royaliste : Les monarchies jordanienne et marocaine ont-elles affronté de la même manière l'islamisme radical ?

Rémy Leveau : Dans les deux pays, l'islamisme radical est beaucoup moins virulent que là où il succède au nationalisme - en Égypte et dans une certaine mesure en Syrie. Les monarchies conservent leur pouvoir symbolique, dans lequel entre une bonne part de religieux, ce qui leur a permis de contrôler et d'adapter les mouvements religieux en les faisant rentrer dans le système.

A partir du moment où des courants islamistes s'affirmaient dans la société (au fond comme une nouvelle forme de nationalisme arabe), les monarchies de Jordanie et du Maroc ont coopté les islamistes qui acceptaient les règles du jeu afin d'éliminer les radicaux plus ou moins violemment.

En revanche, les monarchies pétrolières ont été beaucoup plus gênées par le défi islamiste. Les attentats du 11 septembre en donnent la preuve : sur 19 terroristes kamikazes, on compte 14 Saoudiens.

■ Royaliste : Comment expliquez-vous ce fait ?

Rémy Leveau : En Arabie Saoudite, il y avait l'idée qu'on pouvait légitimer le pouvoir politique par une association avec l'islamisme radical au prix d'un discours de politique extérieure hostile à Israël et, parfois, hostile aux États-Unis. En fait, le pouvoir politique s'efforçait d'exporter

vers l'extérieur tout le potentiel violent de ces groupes radicaux. Tant qu'il y avait la guerre d'Afghanistan, de jeunes princes et des fils de bonne famille pouvaient y être envoyés - l'exemple de Ben Laden est tout à fait significatif à cet égard. En Afghanistan, mais aussi en Bosnie et en Tchétchénie, les grandes familles saoudiennes ont en fait créé et financé des ONG islamistes. Il n'est donc pas étonnant que Ben Laden soit encore populaire dans les États du Golfe.

Cela dit, les attentats du 11 septembre marquent un tournant car on s'est aperçu que l'islamisme radical s'attaquait au deuxième soutien, après le pétrole, de ces monarchies - à savoir les États-Unis qui assurent leur protection militaire. D'où l'énorme malaise qui règne actuellement en Arabie saoudite et dans les États du Golfe puisqu'on s'est aperçu que ces pays avaient soutenu les taliban et largement financé le terrorisme.

En réaction, certains Américains disent qu'après avoir éliminé Saddam Hussein il faudra démocratiser la région : d'abord l'Arabie saoudite puis les autres États du Golfe. Comme les règles de succession ne sont pas clairement fixées, ce qui entraîne des rivalités entre les princes, les Américains pourraient assez facilement devenir les maîtres du jeu. Mais il est encore possible que les pactes familiaux fonctionnent dans ces monarchies, ce qui limiterait les capacités de manœuvre des puissances étrangères. Nous en sommes là... Mais l'idée que la monarchie peut être un lieu de conciliation d'intérêts divers - territoriaux, politiques, idéologiques, sans oublier les courants modernisateurs - fait actuellement son chemin.

**Propos recueillis aux
Mercredis de la NAR**

Nota : le texte de cet entretien n'a pu être relu par l'auteur.

Monarchies arabes

Transitions et dérives
dynastiques

sous la direction de Rémy
Leveau et Abdallah Hammoudi

Prix franco 19 €

Penser avec François Perroux

Certains grands auteurs, par exemple Montesquieu, sont plus souvent cités que lus. Pour François Perroux, c'est le contraire : il est rare qu'on le cite, mais cet économiste français - le plus grand du XX^e siècle - continue d'être étudié avec une attention extrême.

On ignore ce travail ? C'est que nous vivons dans ce domaine scientifique une époque de glaciation idéologique si rigoureuse que toutes les pensées économiques cheminent dans le souterrain. Aussi bien la pensée classiquement libérale (caricaturée par le schéma de l'ultra-concurrence), que le keynésianisme et le marxisme.

François Perroux connaît le même sort : l'édition de ses œuvres complètes ne rencontre aucun écho dans les médias et ceux qui veulent prolonger les perspectives qu'il a tracées se retrouvent dans de discrets centres et ateliers de recherches. L'exception qui justifie la règle mérite d'être rappelée. Lors du krach boursier de 1998, un quotidien américain titra en première page qu'il s'agissait de « la revanche de Keynes et de Perroux ». Cela ne suffit pas à authentifier une pensée. Mais cet hommage posthume incite à découvrir l'homme qui l'a mérité et la pensée qui était honorée à l'égal de celle de Keynes.

L'homme était un savant, au sens strict du terme : un homme de savoir, assez prudent pour dire et répéter qu'il travaillait dans une « intention scientifique » - la science économique n'étant pas encore constituée. Ce savant était un professeur qui représentait, en économie, ce que Raymond

Aron était pour la sociologie. François Perroux enseignait à Paris mais parcourait le monde avec une belle énergie, multipliant les observations concrètes et s'attachant de nombreux disciples qui lui demeurent aujourd'hui fidèles.

Mais l'orientation de sa recherche ? La critique de l'économie classique (libérale), la confrontation avec Marx, la généralisation de la théorie de Keynes. Bien entendu ce résumé, par trop réducteur, ne sert qu'à inciter à une première approche d'une œuvre qui n'est pas réservée aux seuls économistes.

Le dossier que la revue *Cité* (1) consacre à François Perroux le fait effectivement apparaître comme l'interlocuteur de Marx, de Keynes, de Schumpeter, mais aussi (surtout ?) comme philosophe du développement, maître de géopolitique (prophétique en ce domaine), penseur du pouvoir - révolutionnaire enfin dans sa volonté d'orienter l'économie par rapport aux hommes qu'il faut impérativement nourrir, soigner et libérer lorsqu'un système les tient en esclavage.

B. L. R.

(1) Revue *Cité*, N° 40, 1^{er} trimestre 2003 : Dossier François Perroux, sous la direction de François Denoël, prix franco : 7 €. Contributions de Wilfrid Azan, Jean-Claude Delaunay, Gérard Donnadieu, Thierry Pouch, Bertrand Renouvin.

La guerre, et puis après ?

Maintenant que les intellocrates français se désintéressent des Balkans, prétexte pour eux à chamailleries en toute méconnaissance de cause, il est possible d'esquisser un jugement nuancé grâce aux travaux d'authentiques historiens.

Présenté aux opinions publiques de l'ouest européen comme un combat manichéen, ou déploré comme un retour à la barbarie, le conflit yougoslave se déroule de manière complexe et abouti à des résultats paradoxaux.

Cette complexité est due à des dialectiques politiques qui s'enchevêtrent sous l'effet de volontés opposées - et non d'une fatalité qui aurait poussé des « tribus », des « ethnies », des peuples en proie à des « haines ancestrales » les uns contre les autres. Nulle fatalité au conflit, ni dans le déroulement des hostilités, mais une raison à l'œuvre, diabolique au sens premier du terme : volonté de séparer, de diviser, d'exclure afin que le chef établisse son pouvoir sur une société recomposée pour les besoins de sa propre cause.

Dans un ouvrage savant (1), qui fait déjà référence, Diane Masson retrace et éclaire ces cheminements compliqués en faisant l'histoire de la guerre entre Serbes et Croates, ou plus exactement de l'affrontement entre S. Milosevic et F. Tudjman. Pour l'un comme pour l'autre, la guerre n'est pas le but, elle paraît être le moyen décisif de régler les questions de territoire et de pouvoir, une manière primitive d'accumuler du capital symbolique - de se fabriquer de la souveraineté et de la légitimité dans une Yougoslavie

privée des repères politiques et fédérateurs qui avaient été donnés par la monarchie royale puis par l'autocratie titiste. Le nationalisme autoritaire de S. Milosevic et F. Tudjman, par delà les différences des régimes serbe et croate, vient combler ce vide d'une manière qui n'est pas spécifiquement balkanique : les nations de l'ouest ne sont pas prémunies contre ce type de fondation violente.

On réfléchira aussi à l'échec des deux alliés-rivaux. Ni l'un ni l'autre n'atteignent leurs objectifs territoriaux, les sociétés qu'ils prétendaient régénérer sont meurtries, terriblement appauvries et abandonnées à un double paradoxe : la Croatie est un État ethniquement purifié (à 2 % près) après expulsion massive des Serbes ; la petite République yougoslave demeure un État pluriethnique où cohabitent notamment des Serbes, les 400 000 Musulmans du Sandjak et la population hungarophone de Voïvodine. Faire de l'histoire, avant de juger et de condamner.

Yves LANDEVENNEC

(1) Diane Masson. « L'utilisation de la guerre dans la construction des systèmes politiques en Serbie et en Croatie, 1989-1995 ». L'Harmattan « Logiques politiques », 2002. prix franco : 29 €. L'auteur est secrétaire de rédaction de la revue *Balkanologie*.

Science du beau temps

Tout en diffusant les mille et une images du désastre général engendré par l'ultra-concurrence, l'idéologie médiatique continue de proclamer une bonne nouvelle présentée comme fatalité : l'économie moderne n'est rien d'autre que le marché mondial plus les États-Unis. « Mondialisation heureuse », comme dit Alain Minc, sous État-Providence planétaire.

Au « libéralisme réel », qui évoque dans ses assertions le défunt « socialisme réel », nous opposons une vérité révolutionnaire qui eut été dénoncée comme lapalissade voici une trentaine d'années : il y a une économie politique, ensemble contradictoire de théories d'intention scientifique, dont s'inspirent des politiques économiques. Cela signifie que l'économie doit être conçue pour les hommes, par les États, en vue du bien commun. Cela implique le devoir de penser et repenser sans cesse cette science en voie de constitution.

Telle est la tâche que s'est assignée, avec d'autres scientifiques qu'il faut soigneusement distinguer des « experts », un universitaire trop discret. Pour Michel Henochsberg, « les zéloteurs de l'unique modèle de toute société économique ne pensent plus : ils se contentent de reproduire et de commenter une suprématie ». Mais puisqu'il faut bien parler, et écrire pour se faire apprécier, ces zéloteurs produisent des modèles abscons bizarrement assortis à des expériences proliférantes et obscures. De la langue de bois pour se guider dans le maquis global ! Pas étonnant que beaucoup de citoyens n'y voient goutte, et s'en remettent aux gourous des salles de marchés. Qu'ils sachent qu'il n'y a rien à comprendre dans ce fatras, sinon les stratégies personnelles et les conflits de classe qui y sont cachés.

Faut-il pour autant désespérer de l'économie politique ? Pas le moins du monde. Mais, comme dans une ville soumise à de fréquentes secousses sismiques, il importe de vérifier jour après jour la solidité des fondations – autrement dit des concepts qui assurent les constructions théoriques en cours. Or Michel Henochsberg démontre que l'ultra-libéralisme est un édifice aussi fragile et illusoire que le château de Blanche-Neige dans un parc de Disney : de l'hyper-réalité dans laquelle il n'est pas possible d'habiter mais qui, tout de même, fait allusion à quelque chose de réel.

Tel est le piège que recouvre le discours sur « le marché ». Nous avons tous fait notre marché, et c'est à partir de cette expérience concrète qu'on fabrique le modèle du Marché mondialisé, comme description fidèle et indépassable de la réalité.

C'est cette assertion que Michel Henochsberg conteste de manière radicale en s'interrogeant, par un jeu de mots significatif, sur la place du marché (2). Pour lui, le Marché est une notion « totalement creuse », une réalité « insaisissable » qui se perd dans une multitude de lieux et de relations : marchés financiers, marché monétaire, marché de la place du village, de la banane, de l'opium, des esclaves...

Comment s'y retrouver ? En opérant une distinction première entre le Marché et l'activité commerciale qui a toujours été placée sous l'égide du pouvoir politique. La démonstration historique de Michel Henochsberg est remarquable et constitue une belle et bonne leçon pour tous les

« pragmatiques » qui prétendent raisonner et agir hors de l'histoire.

Le commerce, ce sont des routes terrestres et maritimes, des ports et des caravansérails, des hommes, des bêtes, des chariots et des bateaux en déplacement – tout ce mouvement étant organisé, protégé, contrôlé, policé. Quant aux marchés, on les trouve dans des villes déjà construites, non par les marchands, mais à l'initiative du Prince. Michel Henochsberg a bien lu François Perroux, et le dit. Le marché n'est pas un espace de rencontre entre une offre et une demande, il est voulu comme tel, politiquement institué : « ...le marché, machine sociale au service d'une stratégie, machine sociale imposée par le pouvoir, est avant tout une topographie, une composition de l'espace, une politique ». Aussi apparaît-il comme reflet, non comme cause. Il n'est pas l'économie, il est au contraire « débordé » par l'économie, c'est-à-dire par la circulation incessante des biens, par des services de toutes sortes qui s'échangent en dehors des heures légales d'ouverture des marchés. Du moins jusqu'à ce que la boutique établisse un « marché permanent et diffus » mais point conforme au modèle actuel puisque le marchand installe son magasin avec un projet de vendre qui vient avant la demande – ce qui établit une dissymétrie fondamentale entre son offre et la demande du client.

Il ne s'agit pas de nier l'existence de marchés et de libres échanges commerciaux pour faire pièce à l'ultra-libéralisme mais de montrer que l'idéologie dominante donne du marché une image fallacieuse et établit une opposition fictive entre le marché et l'État.

Le marché n'est jamais cette belle spontanéité réglée par la fameuse « main invisible ». Il n'y a pas d'activité sur tel ou tel marché sans le rôle moteur d'un tiers, intermédiaire ou plutôt médiateur, bien visible : État, syndicat d'intérêts, organisation mafieuse... Sans ces agents extérieurs, point de dynamique ! De même que l'économie est « la science du beau temps » qui dit que ça va bien quand ça va bien mais qui disjoncte quand les choses tournent mal, le marché est normatif, immobile, réactif : c'est « l'instance amplificatrice du prévu et du consensus », le bureau d'enregistrement des mariages annoncés.

Pas étonnant, dès lors, que le conformisme nous étouffe. Les ultra-libéraux vantent la profusion des biens mais Michel Henochsberg montre qu'elle tourne actuellement à une gigantesque confusion qui anéantit la liberté : « la pléthore fait disparaître le pluriel », ce qui se vérifie dans l'édition, à la télévision, sur les rayons des grandes surfaces comme sur le « marché politique » : les oligarques de droite et de gauche disent la même chose et sont habillés pareil. Piège du marché, autoréférentiel comme l'a montré André Orléan, mimétique, autistique, tautologique...

Mais la concurrence ? N'est-elle pas dynamique, créatrice, toujours stimulante et spontanément justicière dans son tri incessant des compétences et sa logique de baisse des prix ? Erreur, d'un point de vue libéral : la concurrence naît d'un déséquilibre, elle s'annulerait s'il y avait retour à cet Équilibre requis par la théorie. Et surtout faute de logique : on confond les pratiques concurrentielles, bien connues, et un cadre concurrentiel qui relève de la fiction.

C'est dire que le marché mondial est un songe qui tourne au cauchemar : cela s'appelle la crise, que Michel Henochsberg nous aide à mieux comprendre avant de tracer les premières pistes qui nous permettront de re-composer l'État et le marché. Pensons à nouveau l'économie en termes politiques...

B. LA RICHARDAIS

(1) Michel Henochsberg, « La place du marché », Denoël, 2001, prix franco : 24 €.

Les deux faces d'une même histoire

Royaliste avait salué comme il convenait le premier livre de souvenirs d'Hélie de Saint Marc (1). Aujourd'hui, de son dialogue poignant avec un officier allemand surgissent des images fortes et des interrogations...

« **U**n pays sans histoire ne serait pas un pays sans malheur mais un pays sans valeur ». Ce pourrait être un sujet de dissertation mais, en prononçant une telle phrase, Hélie de Saint Marc, prestigieux officier français, résume au mieux le long dialogue qu'il vient d'achever avec August von Kageneck ancien officier de la Wehrmacht (2). L'un et l'autre qui ont souffert au-delà du possible, ont écrit pour leur pays respectif une parcelle de cette histoire terrible qui va de la prise du pouvoir par Hitler, à la guerre puis à la défaite pour l'un et une amère victoire pour l'autre.

Cet échange improbable, au soir de leur vie, entre deux hommes, hier ennemis parce que leurs pays étaient ennemis, témoigne de ce que furent leurs illusions et surtout leurs désillusions et peut-être

leur espérance ? Il ne s'agit pas de propos de circonstance ou d'un déballage de bons sentiments faits par deux anciens combattants évoquant « le bon vieux temps ». La personnalité attachante des interlocuteurs et la hauteur de vue de leurs réflexions nées de leur expérience et d'une profonde méditation sur ce qu'ils ont vécu donnent une exceptionnelle densité humaine à leurs échanges. Lu une première fois avec une profonde admiration demeurerait cependant une certaine gêne. Relu avec attention surgit alors une interrogation.

Hélie et August sont nés en 1922, de familles catholiques, ils furent éduqués par les jésuites. Même monde, même moule ? Des similitudes sans doute mais en réalité peu de choses en commun. Les Kageneck appartiennent à la grande aristocratie allemande ouverte sur l'Europe. Chez eux on ne compte plus les diplomates, les politiques, les hommes d'affaires et surtout les militaires. On est, par tradition, par conviction, fondamentalement monarchiste. Chez les Saint Marc, dont l'horizon était borné au seul Périgord, aucune tradition militaire, Hélie sera l'exception. Petits hobereaux de robe « On était royaliste de naissance... si je devais trouver qu'un seul mot pour caractériser les Saint Marc, je choiserais la fidélité. »

Comment ces deux familles réagirent-elles face à la montée du nazisme et à l'institutionnalisation de l'antisémitisme ? Chez les Kageneck « Hitler fut d'abord tenu à distance avec mépris, il passait pour un plébéen inculte et démagogue », « l'aristocratie allemande ne supportait pas sa vulgarité de caporal ». Hitler n'était pas rejeté pour ce qu'il disait ou ce qu'il faisait mais pour la façon dont il disait ou faisait les choses ; en quelque sorte seule la manière lui manquait. Pourtant chez les Kageneck qui comptait von Papen parmi ses membres, on devait bien savoir à quoi s'en tenir. De plus ces catholiques n'avaient-ils donc jamais entendu parler des sermons courageux de Mgr von Gallen, évêque de Munster fustigeant nommément la Gestapo et ses agissements du haut de la chaire de sa cathédrale ? Quant à l'antisémitisme « Nous n'avons rien dit... nous n'avons rien su » ; sur les Juifs « J'avais quelques doutes sur le sort qui leur était réservé ». Voilà donc la tenace légende resservie, historiquement intenable : nous ne savions pas.

Chez les Saint Marc c'est beaucoup plus simple. Le père, ancien de Verdun, ne connaît pas les Allemands ; au-delà du Rhin existe un pays peuplé de « boches » vaincus d'où émerge un homme, Hitler. Chez ce catholique « le

paganisme nazi était rejeté avec horreur » ; de plus, lecteur de l'Action française, bravant fort heureusement la condamnation du quotidien par le Vatican, il profitait des lumineuses leçons de Bainville et savait à quoi s'en tenir. Révulsé par les dispositions antisémites, on vit, durant la guerre, maître de Saint Marc, avocat-conseil de la ville de Bordeaux, lever son chapeau et saluer les malheureux qu'il croisait dans les rues, porteurs de l'ignoble étoile jaune.

La guerre arrive, pour Kageneck se sera le front de l'Est et la grave blessure, pour Hélie de Saint Marc, la résistance puis la déportation à Buchenwald dont, par miracle, il sortira vivant. Ils seront une trentaine sur les mille déportés de son bloc. La paix enfin en Europe, le jeune déporté, remis, intègre Saint-Cyr, ce sera l'aventure indochinoise. Pour l'Allemand c'est le journalisme et une progressive prise de conscience de ce que fut l'horreur nazie ; deux livres en sortiront. Quelle réaction ? Son propre frère lui tourne le dos, ses amis s'éloignent, la critique de son pays « l'éreinte ». Ainsi donc de 35 à 39 les Allemands ne savaient rien, ne voyaient rien, maintenant qu'ils savent ils ne veulent encore rien voir ni entendre ; ne pas « assumer ». Et c'est ainsi que, de nos jours, dans l'actuelle armée allemande « on assiste, chez les jeunes officiers, à un retour très net du nationalisme, de l'exaltation de la grandeur militaire du pays » et encore, et là c'est Kageneck qui parle, on voit « émerger en Allemagne des groupes néo-nazis très violents, revendiquant l'hitlérisme. » Résultat édifiant.

Les uns et les autres pour quelle nouvelle aventure ?

Michel FONTAURELLE

❏ (1) Voir dans *Royaliste* n°668 la critique de livre « Les champs de braises », Perrin, 1995, prix franco : 19 €.

❏ (2) Hélie de Saint Marc et August von Kageneck - « Notre histoire 1922-1945 », Les Arènes, prix franco : 23 €.

Cité

Le n° 40 est paru :

**Dossier
François
Perroux**

Prix franco : 7 €

Souscription

Gueux comme des rats...

Oui ! « Gueux comme des rats » voilà ce qui caractérise bien la situation financière de la NAR et si, chaque année, notre souscription ne venait pas combler le déficit, nous n'aurions plus qu'à mettre la clé sous la porte.

Aussi, comme tous les ans à pareille époque, je viens demander à nos amis de cracher à l'esquipot afin de nous permettre de poursuivre notre aventure. Car la situation financière n'est guère brillante.

En dépit de notre gestion rigoureuse, de la chasse à toutes les dépenses inutiles, des sacrifices consentis par chacun (l'équipe de *Royaliste* ne comporte que des

bénévoles...), le trou est là et bien là ! Il a même été aggravé cette année à la fois par le fameux « passage à l'euro » qui s'est traduit par des hausses substantielles chez de nombreux fournisseurs, et aussi par une augmentation brutale de 15 % des frais de fabrication de *Royaliste*.

Le prix de l'abonnement à *Royaliste*, comme vous le savez, est fixé en dessous de son prix de revient véritable

car nous voulons qu'il reste abordable et ne soit pas un frein à l'expansion de notre journal.

Cette distorsion croissante entre nos recettes et nos dépenses m'amène cette année, tous calculs faits, à fixer la somme de 14 000 € comme objectif à cette souscription. Je sais que cette somme est nettement plus importante que l'an passé, et que cet objectif, absolument nécessaire, ne sera pas facilement atteint. Mais je connais aussi les trésors de générosité de nos amis, votre attachement à notre journal et c'est donc avec confiance que je vous remercie à l'avance de votre participation.

Yvan AUMONT

Libellez vos chèques à l'ordre de « Royaliste » en précisant « pour la souscription ». Indiquez-nous également si vous ne voulez pas que votre nom soit publié dans la liste des souscripteurs que nous publions dans le journal.

avec un risque d'extension à tous les services publics. Économiste, syndicaliste, familier de nos réunions, **Philippe ARONDEL** nous expliquera pourquoi les États seraient privés de toute possibilité de régulation dans l'immense domaine concerné par l'AGCS et en quoi les salariés seraient une nouvelle fois sacrifiés à l'ultralibéralisme. D'où la nécessité de s'engager dans « la bataille des services ». Cette conférence n'est pas un exposé technique : elle marque le début d'une mobilisation.

● **Mercredi 2 avril** : Retour à l'Ancien régime ! Ce n'est pas l'esprit réactionnaire qui nous anime, mais le souci de toujours mieux comprendre l'histoire de la France dans les deux siècles qui précèdent la Révolution. Or l'approfondissement des connaissances ne fait que révéler la complexité des questions. Ainsi celles qui touchent à la définition de l'État monarchique avant 1789, à nouveau étudié par deux historiens : **Fanny COSANDEY**, maître de conférences à l'université de Nantes qui nous avait déjà présenté un ouvrage majeur sur les reines de France, et **Robert DESCIMON**, directeur d'études à l'École des Hautes Études. Dans un livre récent, nos invités s'interrogent sur un concept communément accepté : « L'absolutisme a-t-il existé ? » Trop souvent confondue avec le despotisme et avec le totalitarisme, la « monarchie absolue » serait-elle un mythe raconté par certains historiens, qui masquerait la nature de l'ancienne royauté et les problèmes auxquels elle fut confrontée ? Les réponses apportées bousculent les préjugés de toutes sortes et relancent un débat qui n'est pas inactuel puisque l'Ancien Régime est aussi cette société qui porte une révolution.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

MERCREDIS DE LA NAR

♦ **A Paris**, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 19 mars** : On ne cesse de parler de l'Iraq, mais que savons-nous de ce pays présenté de telle manière qu'on l'identifie à Saddam Hussein ? Comme souvent, l'accumulation des images télévisées, l'inflation des commentaires et les déchaînements polémiques déforment ou occultent les réalités complexes du pays placé « sous les projecteurs ». Pour comprendre « La question iraquienne », il faut connaître l'histoire, la sociologie, la situation géopolitique du pays (l'Iran, la Syrie...) et tenter de discerner la nature du régime en place à Bagdad - sans perdre de vue les relations, naguère très amicales, entre l'Iraq et les États-Unis. Chercheur au CNRS (Groupe de sociologie des religions et de la

laïcité), spécialiste des pays arabes du Moyen-Orient, **Pierre-Jean LUZARD** a une connaissance directe et approfondie de l'Iraq et des Iraquiens. Il a accepté de nous en faire profiter.

● **Mercredi 26 mars** : Chacun se souvient de la défense de « l'exception culturelle » qui avait mobilisé en 1994 les autorités françaises. On croit que la question est réglée. Bien à tort ! Une nouvelle négociation va commencer dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Selon la logique de l'Accord général sur le Commerce et les Services (AGCS) signé à Marrakech, il s'agirait d'ouvrir à la concurrence l'ensemble du secteur des services : non seulement l'audiovisuel, mais aussi la santé et l'éducation,

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Un nouveau souffle

Partisans déclarés de la résistance à l'hégémonie américaine, nous approuvons la ligne diplomatique décidée par le président de la République et par le ministre des Affaires étrangères. Et nous nous réjouissons de l'action menée en alliance avec l'Allemagne, la Belgique, la Russie et la Chine contre les intentions belliqueuses du président des États-Unis.

Quant aux effets désastreux de la volonté de puissance américaine, les démonstrations sont superflues. Avant même la guerre contre l'Iraq, la pulsion hégémonique poussée à l'extrême provoquait une immense réaction mondiale, de colère ou de haine. Ce n'est qu'un début...

Voilà qui nous place, dira-t-on, dans un vaste consensus. Encore faudrait-il qu'il ait quelque consistance. Tel n'est pas le cas. Une fois de plus, la télévision fabrique, à partir de l'habituel mélange de moralisme et de propagande commerciale, l'image d'une « société civile mondiale » démocratique et pacifiste. C'est masquer le caractère inévitablement hétéroclite de ce mouvement « anti-guerre » qui rassemble sous des drapeaux différents (rarement tricolores) la gauche humaniste, les nostalgiques des guerres civiles révolutionnaires, des nationalistes de gauche fascinés par Saddam Hussein et le parti Baas, des anti-sionistes qui souhaitent mille morts à Ariel Sharon au rythme des chants de guerre du Fatah, des anarchistes qui mènent des opérations de police à l'intérieur des manifestations, des « souverainistes » qui fulminent d'ordinaire contre l'Allemagne, notre alliée, des

partisans de l'indépendantisme tchéchène qui vouent Vladimir Poutine, autre allié, aux gémonies.

Cela n'empêchera pas la Nouvelle Action royaliste de participer à toutes les manifestations contre l'agression militaire américaine mais notre mouvement ne participera pas au collectif parisien qui les organise, à moins de clarifications.

Il ne s'agit pas pour nous de régler des comptes ou de pren-



dre des poses mais d'appliquer dans l'action la ligne politique que nous nous sommes fixée.

Cette ligne est gaullienne, en application concrète de notre projet royaliste. Elle nous a conduit, avec l'approbation du défunt comte de Paris, à soutenir François Mitterrand – y compris quand notre pays participa, après vote du Parlement, à la guerre du Golfe. Elle nous porte à soutenir Jacques Chirac et Dominique de Villepin – sans que cela implique la moindre complaisance à l'égard de Jean-Pierre Raffarin. De manière inattendue, l'actuel chef de l'État permet à la France de se retrouver elle-même et de prendre, selon l'esprit gaullien, un nouveau souffle (1). Nous nous en félicitons.

Contre ceux qui affirmaient que les États nationaux ne peuvent rien contre les marchés, que la France doit se bâtir une niche dans l'empire américain et s'en remettre à un pouvoir fédéral européen, nous avons montré, à l'ONU, que l'exercice mesuré de notre puissance souveraine était possible et positif.

Ceci posé, la France peut reprendre le cours de sa politique étrangère et contribuer à la refondation de la politique internationale. Cela signifie que nous pouvons enfin dépasser les dualismes fabriqués par les idéologues de la « deuxième gauche » (CFDT, rocardiens, jospinistes, Verts) et en finir avec les postures moralisantes qui assurent les bonnes réputations médiatiques.

Dépasser l'antinomie mondialisme-antimondialisme par l'organisation de l'internationale des nations. Contre l'apologie naïve de la « société civile mondiale » en lutte contre le capitalisme, instituer le dialogue des États en vue du développement.

Récuser l'opposition absurde entre la « realpolitik » et cet « humanitaire » qu'on utilise depuis trop longtemps pour toutes sortes de trafics – y compris les armes. La solidarité internationale ne peut dépendre d'une émotion exploitée par des cyniques. Elle requiert une politique de coopération.

Echapper au militantisme répulsif, qu'il soit anti-américain, anti-russe, anti-turc pour envisager en termes politiques l'équilibre européen et les relations entre les continents.

Cette refondation de la politique internationale implique une révolution économique qui doit viser en premier lieu les organisations commerciales et financières internationales. Telle est la manière, positive, de penser le nouveau cours du monde.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article d'Yves La Marck, en page 5 de ce numéro.